

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

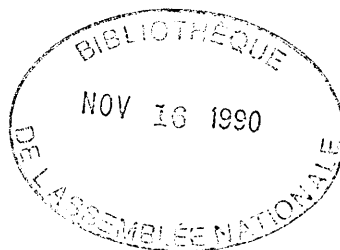
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 105

## **Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires**

---

**Présentation**



**Présenté par**  
**M. Yvon Picotte**  
**Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation**

---

**Éditeur officiel du Québec**  
**1990**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires afin de changer la désignation de la fonction de directeur général de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires par celle de président-directeur général.*

*Ce projet modifie également la durée et les modalités relatives aux mandats des membres du conseil d'administration de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.*

## Projet de loi 105

### Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 8 de la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (L.R.Q., chapitre S-21) est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « moins un an et d'au plus dix » par les mots « plus cinq »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Le président-directeur général de la Société est d'office membre du conseil d'administration. ».

**2.** L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **9.** Les membres du conseil d'administration, autres que le président-directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement. ».

**3.** L'article 12 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **12.** Le gouvernement nomme, pour une période n'excédant pas cinq ans, un président-directeur général de la Société qui exerce cette fonction à plein temps.

Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général.

Le président-directeur général est responsable de l'administration et de la direction de la Société dans le cadre de ses règlements. ».

**4.** La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement.